



Voix Citoyenne : Une communication publique efficace pour renforcer le gouvernement ouvert et soutenir la relance face à la COVID-19



Federal Republic of Germany
Foreign Office

Conférence régionale - 30 mars 2021



Aperçu de la semaine ministérielle MENA-OCDE 2021

Forum MENA-OCDE pour la Compétitivité	Forum MENA-OCDE sur la Gouvernance	Initiative MENA-OCDE pour la Gouvernance et la Compétitivité en appui au Développement
Sommet Gouvernement-Entreprise 30, 31 mars (13h-16h CET)	Forum sur la Gouvernance "Visions pour la Relance" 30, 31 mars	Ministerial meeting 1 avril (13h-16h CET)
Lancement des "Perspectives des Politiques d'Investissement de la Région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord"	Voix Citoyennes: Une communication publique efficace pour renforcer la transparence du gouvernement et soutenir la relance post-COVID-19 30 mars (11h-13h CET)	Ouverture
L'intégration économique au cœur de la relance et de la croissance - Favoriser un climat commercial fiable et promouvoir les investissements - Renforcer le commerce, la connectivité et les chaînes de valeur	Conférence ministérielle sur la prestation des services axée sur l'utilisateur dans la région du voisinage européen Sud: "Placer les utilisateurs, citoyens et entreprises, au cœur de l'action gouvernementale" (avec SIGMA) 30 mars (13h-15h CET)	Panel Ministériel de Haut-Niveau: Concevoir une feuille de route pour la relance dans la région MENA
Une économie post-COVID offrant des emplois décents - Un éco-système pour l'émancipation économique des jeunes - De l'informalité à l'esprit d'entreprise, l'emploi et la résilience sociale	Visions pour la Relance: Gouvernance numérique et État de Droit pour des services publics plus ouverts, accessibles et efficaces (avec le Centre de formation MENA-OCDE de Caserte) 31 mars (10h-12h CET)	Clôture: Voie à suivre et adoption de la déclaration ministérielle
	Visions pour la Relance: Agir pour les plus vulnérables 31 mars (14h-15h15 CET)	

Règles de l'OCDE en matière de protection des données personnelles, de la sécurité et de la vie privée lors des conférences Zoom

L'OCDE fait un usage des données personnelles dans le respect de ses règles de Protection des données personnelles : <https://www.oecd.org/general/data-protection.htm>

La configuration des services Zoom par l'OCDE reflète les mesures suivantes :

- Les fonctions Pré-inscription, mots de passe, et "salle d'attente" sont activées pour éviter tout accès non-autorisés à la conférence.
- Un format spécifique d'identification (pays, nom) pour les participants pour un contrôle facilité de chacun dans la Salle d'attente avant admission dans la réunion.
- Seul l'hôte (OCDE) ou les co-hôtes peuvent activer l'enregistrement sur leur poste de travail.
- Si la conférence est enregistrée, une notification apparaîtra sur l'écran.
- Les chats ne peuvent pas être enregistrés, et les discussions bilatérales ne sont pas autorisées, sauf avec l'hôte ou le co-hôte.
- Les participants intègrent la conférence avec un micro désactivé et sans vidéo, jusqu'à ce qu'ils activent ces fonctionnalités.
- Éviter de discuter de sujets hautement sensibles.
- NE PAS partager votre lien personnel de connexion à la réunion.

Le projet Voix Citoyenne

Avec le soutien du Ministère fédéral des Affaires étrangères de l'Allemagne, l'OCDE accompagne les pays de la région Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA) depuis 2016 via la phase 1 du projet, pour promouvoir une communication publique stratégique qui soutient les principes du gouvernement ouvert que sont la transparence, l'intégrité, la redevabilité et la participation des parties prenantes. À travers cette coopération, l'OCDE a fourni aux gouvernements du Maroc et de la Tunisie des recommandations concrètes fondées sur des bonnes pratiques de l'OCDE. Elles ont pris la forme de revues nationales (Maroc et Tunisie) basées sur des enquêtes conduites auprès des communicants à travers le gouvernement et des entretiens avec des parties prenantes gouvernementales et non-gouvernementales menées par le Secrétariat de l'OCDE et des pairs issus de pays membres de l'OCDE. Ce projet a aussi renforcé le réseau de communicants existant en Tunisie et soutenu la création d'un réseau similaire au Maroc, le premier de ce type dans le pays, tout en les équipant des connaissances et compétences grâce à des activités de renforcement des compétences pour soutenir leur rôle en tant qu'acteurs du gouvernement ouvert.

Dans le cadre de la phase II (2019 - 2021) du projet Voix Citoyenne, l'OCDE a étendu ses activités à la Jordanie et au Liban en analysant la gouvernance de la communication publique et les médias dans chaque pays en vue de développer des recommandations concrètes pour le gouvernement. En outre, l'OCDE soutient les réseaux de communicants dans les deux pays pour qu'ils jouent un rôle plus actif dans les initiatives de gouvernement ouvert. En s'appuyant sur l'impact de la phase I, le champ du projet s'est étendu à des activités visant à soutenir la communication publique au niveau local au Maroc et en Tunisie, ainsi qu'à faciliter la mise en œuvre de recommandations des revues nationales de la phase I. Enfin, le projet vise au partage de bonnes pratiques parmi les pays grâce à des conférences de dissémination.

Les objectifs de la conférence

Dans le cadre du projet Voix Citoyenne soutenu par le Ministère fédéral des Affaires étrangères de l'Allemagne, cette conférence régionale en ligne se centrera sur la communication publique et son rôle dans la promotion d'un gouvernement plus ouvert dans la région MENA. L'événement rassemblera des représentants de Jordanie, du Liban, du Maroc et de Tunisie. Il sera l'occasion de faire le point sur l'impact du projet et d'identifier comment utiliser les progrès accomplis notamment par l'approbation de la Charte régionale sur la Communication publique.

La pandémie de COVID-19 et les crises socio-économiques y afférentes ont placé l'emphase sur l'importance d'une communication efficace et transparente pour mettre en œuvre les politiques, encourager les comportements souhaitables et lutter contre la désinformation. Une discussion permettra également de réfléchir au rôle des gouvernements pour contrer la désinformation, renforcer la confiance et engager plus constructivement les citoyens sur la voie de la relance.

Cet événement sera une opportunité de discuter :

- des objectifs, défis et de la voie à suivre pour renforcer la contribution de la communication publique aux principes du gouvernement ouvert and de comment les actions des pays donnent le ton pour la mise en œuvre de la Charte régionale sur la communication publique ;
- des défis, opportunités et initiatives dans la réponse à la COVID-19 pour la lutte contre la désinformation et la désinformation.

Agenda

Un interprétariat simultané en anglais, français et arabe sera disponible.

30 Mars 2021 (2 heures)

Propos liminaires

11.00 – 11.30

- Hasna Ben Slimane, Ministre de la Fonction publique, Tunisie
- Heike Thiele, Directrice, Prévention des crises civile et stabilisation, Ministère des Affaires Étrangères, Allemagne
- Janos Bertok, Directeur adjoint de la Gouvernance publique, OCDE

Session 1 – Conversation régionale sur les objectifs de communication publique, les défis et la voie vers la relance

11.30 – 12.10

- Intervention introductive: Recommandations clés des rapports pour la Jordanie, le Liban et le Maroc et de la Charte régional sur la communication publique (Craig Matasick, OCDE)
- Conversation modérée par Charlotte Denise-Adam, Analyste, OCDE
- Orateurs : 4 représentants de Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie
 - ✓ Osama Salameh, Secrétaire general adjoint, Ministère d'État aux Médias, Services du Premier Ministre, Jordanie (à confirmer)
 - ✓ Nasser Israoui, Directeur, Unité de coopération technique, Ministère d'État à la Réforme Administrative, Liban
 - ✓ Khalid Safir, Directeur général des collectivités territoriales, Ministère de l'Intérieur, Maroc (à confirmer)
 - ✓ Khaled Sellami, Directeur général, Unité de l'administration électronique, Présidence du Gouvernement, Tunisie

Les orateurs de Jordanie, du Liban, du Maroc et de la Tunisie partageront les objectifs et défis de communication publique, décrivant les efforts des pays pour assurer la contribution de la communication publique à la transparence et à la participation. Dans un panel de questions-réponses, les participants décriront les enseignements tirés de la mise en œuvre d'initiatives, comme les stratégies, objectifs, usages des outils numériques, des relations presse, etc. Les résultats et recommandations issues des récents ou futurs rapports de l'OECD dans chaque pays, ainsi que la Charte régionale de la communication publique, informeront la discussion.

12.10 – 12.15 Pause café

Session 2 – Perspectives régionales sur la lutte contre la désinformation et la désinformation

12.15 – 12.55

- Carlotta Alfonsi, OCDE
- Ahmed Laamoumri, Secrétaire général, Ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme Administrative, Maroc
- Taha Darwish, Rédacteur en chef du Moniteur jordanien de crédibilité médiatique « AKEED », Institut Jordanien des Médias, Jordanie
- Ashley Winter, Responsable de la communication stratégique – Projets internationaux, Services des Communications du Premier Ministre et du Cabinet, Royaume Uni

Les intervenants présenteront des initiatives pratiques et des instruments de réponses aux défis de la désinformation et de la désinformation. Les présentations offriront un aperçu des données régionales collectées dans les enquêtes de l'OCDE pour le Rapport international sur la communication publique et présenteront un aperçu régional des efforts mis en œuvre par

faire ces à ces défis. Elles illustreront comment les initiatives pour contrer la mésinformation et la désinformation contribuent à un gouvernement plus efficace, ouvert et réactif.

Remarques de clôture

12.55 – 13.00

Alessandro Bellantoni, Chef de l'unité du Gouvernement ouvert, OCDE

Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Bernardini, Représentant permanent de l'Italie auprès de l'OCDE et co-président du Programme MENA-OECD pour la Gouvernance

L'Organisation de coopération et de développement économiques

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est une organisation internationale dans laquelle les gouvernements travaillent ensemble à la recherche de solutions à des défis communs, développent des normes mondiales, partagent leurs expériences et identifient les bonnes pratiques pour promouvoir de meilleures politiques pour de meilleures vies.

La Direction de la Gouvernance publique et l'unité du Gouvernement ouvert

La Direction de la Gouvernance publique (GOV) soutient les décideurs publics des pays membres et partenaires de l'OCDE, en fournissant un forum pour un dialogue politique et la création de normes et principes communs. Les revues de politiques et les recommandations pratiques ciblent les réformes prioritaires de chaque gouvernement. La direction fournit des données comparatives internationales et des analyses pour soutenir l'innovation et la réforme dans le secteur public, en s'appuyant sur des réseaux constitués de représentants des gouvernements ainsi que d'experts du secteur privé, de la société civile et des syndicats.

Au sein de GOV, l'unité Gouvernement Ouvert de l'OCDE soutient les pays dans leurs efforts pour construire des gouvernements plus transparents, redevables et inclusifs de nature à restaurer la confiance des citoyens et à promouvoir la croissance inclusive. À travers la collecte de données, le renforcement des capacités et la promotion du dialogue régional entre pairs, l'OCDE fournit des analyses approfondies des stratégies et initiatives de gouvernement ouvert, couplées à du conseil en politiques et des recommandations pratiques. Le travail de l'unité se fonde sur la [Recommandation du Conseil de l'OCDE sur le Gouvernement ouvert](#), premier instrument juridique international sur le sujet, qui définit les principes de gouvernance des stratégies et initiative de gouvernement ouvert et ouvre la voie à cet agenda à travers les États membres et partenaires de l'OCDE.

Le Rapport international sur la communication publique

L'OCDE développe le premier rapport international sur la communication publique fondée sur des données empiriques et couvrant plus de 40 pays. Le rapport est soutenu financièrement et en substance principalement par le Service international de communication du gouvernement du Royaume Uni (GCSI), et de l'appui complémentaire de l'Institut pour le développement coréen (KDI) et du ministère fédéral des Affaires étrangères de l'Allemagne (dans le cadre du projet en cours Voix citoyenne dans les pays du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord).

Le rapport approfondira l'analyse et la compréhension de la manière dont la communication publique et les efforts médiatiques peuvent soutenir la transparence, l'intégrité, la redevabilité et la participation.

Les objectifs du rapport sont de:

- Pallier la carence des données empiriques en ce qui concerne la contribution de la communication publique à la démocratie, à la sécurité et à la croissance inclusive.
- Sensibiliser et encourager l'utilisation de la communication comme levier d'une part d'amélioration de l'élaboration des politiques publiques ainsi que de la conception et de la fourniture des services, et, d'autre part, des principes du gouvernement ouvert.
- Renforcer la résilience des gouvernements à la désinformation.
- Diffuser les bonnes pratiques et les enseignements tirés de la pratique.

Ce rapport s'appuie sur les travaux existants issus des revues de l'OCDE de la communication et des médias publics, qui identifient des facteurs de succès, les points de blocage et les recommandations concrètes en vue d'aider les gouvernements à utiliser la communication publique de manière plus stratégique.

CONTACT

Alessandro Bellantoni | Alessandro.BELLANTONI@oecd.org

Craig Matasick | Craig.matasick@oecd.org

Emilie Cazenave | Emilie.cazenave@oecd.org

Follow us on Twitter [@OECDgov](https://twitter.com/OECDgov)

[#OECDgov](https://twitter.com/OECDgov) [#Cms4OG](https://twitter.com/OECDgov) [#CitizensVoice](https://twitter.com/OECDgov)